

Il faut cependant reconnaître que le gouvernement actuel ne manque pas de suite dans les idées. On peut compter sur lui pour poser certains gestes avec la régularité de l'horloge; là-dessus il n'a pas d'égal. Même à propos du budget présentement à l'étude, le ministre des Finances a fait preuve de logique. Il a déposé un budget alors que, selon toute évidence, aucun budget n'était requis. C'est pourquoi mon ami du parti libéral a parlé de compte rendu. Il existe des lois par le biais desquelles le ministre aurait pu mettre en œuvre les mesures proposées dans ce budget qu'on pourrait considérer utiles. Apparemment, le ministre ignorait qu'il disposait de ces pouvoirs; il s'est donc encore une fois montré logique. Voilà un budget inutile et le gouvernement actuel nous a servi toute une série de budgets de ce genre. Je n'ai pas voulu laisser passer l'occasion de rendre à César ce qui appartient à César.

Il y a un autre domaine où le gouvernement fait preuve de logique et d'une grande finesse. Le gouvernement actuel est imbattable lorsqu'il s'agit de fabriquer des slogans. Nous avons eu tout d'abord la société juste. On s'en est tellement moqué que ce slogan est disparu, mais pour ma part, j'ai été déçu. Je voulais bien que le premier ministre crée cette société juste, à cause des nombreuses modifications qu'il convient d'apporter à notre régime. Je voulais qu'il nous élève tous à un meilleur mode d'existence. Je regrette qu'on ait abandonné ce slogan.

Puis dans le discours du trône, on nous a annoncé que nous étions au seuil de la grandeur. J'ai été vraiment entiché de celui-là. Que nous puissions aspirer à la grandeur, en dépit du bousillage et des sottises imputables aux vis-à-vis, m'a paru intrigant. Toutefois, mes espoirs ont encore été déçus, lorsque le chef de l'opposition (M. Stanfield) a ridiculisé ce slogan. Notre chef a conclu que le premier ministre faisait allusion à la victoire conservatrice aux prochaines élections générales; je devrai donc attendre quelques années avant d'atteindre le seuil de la grandeur.

Mais, monsieur l'Orateur, cela ne me gêne pas vraiment d'attendre, car il y a chaque jour plus de Canadiens qui se demandent comment le gouvernement actuel, muni d'un des meilleurs mandats et du budget le plus important de notre histoire, atteignant un total de 14 milliards de dollars, parvient à faire si peu pour les Canadiens. Mais voici venue l'heure de vérité, l'heure que le gouvernement espérait ne pas voir arriver. Le gouvernement a commandé la musique et a dansé; il lui faudra maintenant payer le musicien. Mais ce n'est pas tout. Les slogans pleuvent, et ils sont de plus en plus à propos. On nous montre une caricature du premier ministre déguisé en Robin des Bois, parcourant le pays pour voler aux riches et donner aux pauvres. Robin des Bois part directement du budget du ministre des Finances, ce qui est tout à fait approprié. S'il n'y avait pas tant d'indigents au Canada, ce serait le slogan le plus comique qu'ait pondu le service des slogans du gouvernement depuis longtemps. Mais ce n'est pas drôle, monsieur l'Orateur.

Dans tous les documents que le gouvernement actuel dépose à la Chambre il semble toujours y avoir une expression clé qui annonce les sophismes qui les caracté-

[M. Alkenbrack.]

risent tous, et ce prétendu budget ne fait pas exception. On nous dit qu'il y a beaucoup de riches au Canada. En réalité, quiconque au Canada gagne \$10,000 ou plus doit donc dorénavant se considérer comme riche. Il doit attendre la visite de Robin des Bois et alors il lui faudra payer—encore, encore et encore. Il ne semble y avoir aucune fin aux prix qu'on doit payer au Canada pour le péché d'être capable de subvenir à ses propres besoins. Dans ce pays, celui qui a l'esprit d'initiative et d'entreprise n'en finit plus de payer pour ce péché.

• (9.30 p.m.)

Il y a quelques jours, j'ai posé à la Chambre une question relative à l'attitude tolérante du gouvernement à l'égard des membres de l'ambassade de Cuba et des fonctionnaires consulaires, qui appuient ouvertement les groupes extrémistes et leurs activités révolutionnaires au Canada. Cette question figure à la page 1716 du *hansard* du 3 décembre. J'ai découvert peu après que, de façon générale, on s'inquiète d'un bout à l'autre du pays du désintéressement apparent qu'on manifeste à l'égard des menaces contre notre régime social et politique. Toutefois, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) a répondu, en termes généraux, que les règlements en vigueur suffisent, selon lui, à empêcher les indésirables d'entrer au Canada, soit à titre de touristes, soit à titre d'immigrants. Il a écarté ma question et il avait de bonnes raisons pour l'écartier. Les relations qui existent entre les révolutionnaires cubains et d'autres éléments au pays ont permis au gouvernement d'exiler en quelques heures les auteurs de l'enlèvement de James Cross. Tous, semble-t-il, pourront toutefois garder la citoyenneté canadienne. Cette attitude devrait être examinée de plus près.

Il est évident que le gouvernement manque d'orientation et d'intérêt lorsqu'il s'agit de protéger la vie, la propriété et les institutions traditionnellement canadiennes. En plus des efforts qu'ont déployés sans contrainte des diplomates cubains pour financer et entraîner des terroristes au Canada, le gouvernement actuel a carrément refusé d'invoquer la loi sur l'immigration pour empêcher des gens comme Abbie Hoffman, William Kunstler, membre des Black Panthers, et d'autres de venir au Canada répandre leur poison et la trahison. Dans un récent article du *Globe and Mail*, MacKenzie Porter a cité M. Roger Gaudry, recteur de l'Université de Montréal. Je trouve qu'il y aurait lieu de consigner au compte rendu cette citation qui se lit ainsi:

Des chapelles idéologiques existent dans nos universités et un jeune professeur qui voudrait parfois se porter à la défense d'un gouvernement non gauchiste ou défendre une position non gauchiste serait promptement réduit au silence par ses collègues.

Dans son discours, M. Gaudry a souligné le grand danger que représente pour nous l'orientation de nos universités, les établissements mêmes vers lesquels nous devrions nous tourner pour trouver une défense intellectuelle de notre système, surtout à cause de l'influence des étudiants gauchistes qui jouissent de beaucoup d'appui direct et détourné. L'argent du contribuable va à la Compagnie des jeunes Canadiens, malgré les témoignages sans équivoque faits lors d'audiences d'un comité voulant